

notre sang pour maintenir dans le monde les institutions anglaises et la liberté britannique.

Tel est l'esprit des institutions britanniques, tel est le caractère élevé de la constitution qui nous régit que pas même le roi d'Angleterre, pas même le parlement britannique n'a le droit ni d'ordonner à un soldat de quitter le Canada, ni de prendre un seul dollar dans notre caisse publique. Nous sommes un peuple libre et je crois être l'interprète des sentiments de tous les Canadiens dignes de ce nom quand j'affirme que c'est à titre d'hommes libres que nous sommes entrés dans ce conflit et que nous continuons à y participer. Il ne faudrait pas, toutefois, supposer qu'en prenant pareille décision dans cette enceinte parlementaire, nous obéissons tous aux mêmes mobiles. Lorsque, au sein d'une assemblée délibérante, il s'agit de prendre une décision en matière importante, rarement il arrive que la question soit envisagée sous le même angle par tous les membres de cette assemblée et que la décision s'inspire d'un même principe. Sur cette question même de notre participation aux guerres de la Grande-Bretagne, il a toujours existé entre le premier ministre et moi-même un certain désaccord. Mon très honorable ami a souvent affirmé que, du moment que la Grande-Bretagne est en guerre, le peuple canadien avait le devoir, non seulement de défendre son territoire, s'il était attaqué—ce qui va de soi—mais encore celui d'envoyer nos troupes partout où la Grande-Bretagne était appelée à combattre; alors que j'ai toujours soutenu qu'en pareilles circonstances il appartient au Parlement canadien de décider si, oui ou non, il doit participer à ces guerres et dans quelle mesure il doit le faire. J'ai revendiqué pour le Parlement canadien absolument les mêmes droits que ceux dont jouit le parlement de la métropole. Si aujourd'hui j'évoque le souvenir de cette divergence d'opinion, ce n'est pas que je veuille ressusciter ce débat—ce n'est ni le lieu ni l'heure de le faire, bien que plus tard le Parlement canadien puisse être appelé à prendre une décision à cet égard—mais c'est que je veux bien mettre en relief toute l'inanité de l'accusation de servilité qu'on lance contre nous dans ma propre province. Servilité certes, c'est là un grave reproche, voilà un vocable pompeux, mais il y a servilité et servilité. On peut être servile envers un maître; on peut être servile envers la passion et le préjugé.

Et s'il existe aujourd'hui de la servilité quelque part ce n'est pas parmi ceux qui

ont pris l'attitude que nous avons adoptée et que nous continuerons à tenir en cette Chambre, mais bien chez ceux qui, aveuglé par la passion et le préjugé, nous refuse la liberté de pratiquer l'humanité et la générosité, la liberté d'obéir aux instincts et aux inspirations de notre cœur, de notre âme, de notre conscience; ceux, dis-je, qui au moment où nous voyons la France menacée de démembrement, et la Belgique réellement sous la botte du conquérant, nous refusent la liberté de voler au secours de la France et de la Belgique. Ce n'est pas qu'ils haïssent la France, qu'ils haïssent la Belgique, mais c'est que nous ne saurions ainsi aller au secours de la France et de la Belgique sans, en même temps, défendre l'Angleterre.

Monsieur l'Orateur, il y a solidarité entre la France, la Belgique et l'Angleterre. Trêve à tous ces sophismes. C'est ainsi qu'ils cherchent à dissimuler l'avidité de leurs cœurs vides. Mais ce n'est pas tout. Nous combattons sans doute pour une idée, nous dit-on, et pour le sort de l'Empire mais quant au Canada même, ajoute-t-on, il n'a aucun intérêt direct ou matériel dans cette guerre. Et de jour en jour, nous disent les journaux, à la dévotion de ces messieurs, que l'Allemagne vienne à triompher, et le Canada n'en éprouverait aucun préjudice et sa situation demeurerait la même qu'aujourd'hui. Le Canada, nullement intéressé dans cette guerre! Voilà ce qu'on affirme, mais toute autre est mon attitude, je diffère absolument d'opinions avec ces messieurs et non seulement j'affirme que cette guerre intéresse directement le Canada, mais j'irai même jusqu'à affirmer qu'il n'y a pas aujourd'hui de nation civilisée qui ne soit pas intéressée dans cette guerre. Que l'Allemagne triomphe et certaines nations regretteraient amèrement le jour de leur indifférence et de leur indolence. Après tout, pourquoi l'Allemagne combat-elle? Pourquoi a-t-elle inondé de sang le continent européen? N'est-ce pas, comme on l'a souvent répété, pour imposer au monde son hégémonie? Le livre publié à cet égard il y a quelques mois, par le gouvernement français, jette une vive lumière sur la question. Il y figure un mémoire de l'état-major allemand, en date de mars 1913, où l'on avoue carrément que l'Allemagne aspire à la domination mondiale. Je me bornerai à citer une phrase que je traduis du français.

“Ni les ridicules cris de revanche chauvinistes français, ni les grincements de dents des Anglais, ni les grotesques gestes des Slaves ne nous détourneront de notre but qui est de fortifier et d'étendre le Deutschsthum (c'est-à-dire la domination de l'Allemagne) sur le monde entier”.

[Sir Wilfrid Laurier.]